

Art. 12. Er mogen voorschotten worden toegestaan in het kader van buitenlandse dienstreizen, ontvangst in België, aankopen van kleine benodigdheden.

Die voorschotten worden aangerekend op de vereffeningskredieten en de lastenrekeningen wanneer de uitgave definitief en vaststaand is, namelijk na indiening en nazicht van de verantwoordingsstukken.

De sommen die als "eerste schijf" gestort worden in het kader van subsidies vallen niet onder de benaming "geldvoorschotten".

De Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen omschrijft de nadere regels voor de geldvoorschotten en stelt de voorwaarden voor de toekenning, de verantwoording, de opschorting en de terugvordering ervan vast.

Art. 13. W.B.I. maakt een jaarrekening op met alle ontvangsten en alle uitgaven.

De structuur van de uitgaven- en ontvangstenbegroting wordt opgemaakt op grond van de SEC95-codificatie, versie 2000. De structuur van de W.B.I.-begroting moet duidelijk laten blijken welke middelen aangewend worden voor het beleid zowel op het niveau van het Waalse Gewest als op dat van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De vastgestelde rechten ten laste van het boekjaar kunnen tot en met 31 januari van het jaar $n + 1$ verrekend worden.

Art. 15. W.B.I. voert jaarlijks een onderzoek uit naar het uitstaand bedrag van de gesplitste kredieten en vergewist zich van de relevantie van de daar opgenomen verplichtingen.

Art. 16. Het resultaat van het samengevoegd boekjaar, zoals opgenomen in de balans, wordt automatisch overgedragen naar het volgende boekjaar. De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Internationale Betrekkingen en Financiën kunnen evenwel geheel of gedeeltelijk beslissen over een andere aanwending van het boekhoudresultaat.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2009.

Namen, 18 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2229

[2010/203556]

18 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subsides destinés aux travaux d'entretien des voiries communales pour les années 2010 à 2012

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 10 décembre 2009, l'article 4;

Vu la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon qui énonce la volonté de garantir aux citoyens la possibilité de circuler en toute sécurité sur un réseau routier de qualité mais également d'assurer une répartition des subsides entre communes sur base de critères objectifs et transparents;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 février 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 29 mars 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a les travaux subsidiés dans ses attributions;

2^o l'administration :

Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments - DGO1

Département des Infrastructures subsidiées

Direction des Voiries subsidiées

Boulevard du Nord 8

5000 Namur

CHAPITRE II. — Droit de tirage

Art. 2. § 1^{er}. Un budget annuel de € 30.000.000 est destiné aux travaux d'entretien des voiries communales pour les années 2010 à 2012, sous réserve du montant des inscriptions budgétaires pour les années ultérieures à 2010.

Une quote-part de ce montant est réservée à chaque commune sur base des critères suivants :

1^o le kilométrage des voiries communales revêtues : kilométrage de voiries communales revêtues de petite vicinalité et de grande communication communiqué par les services techniques provinciaux;

2^o le nombre d'habitants : nombre d'habitants par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles;

3^o le revenu moyen par habitant : revenu moyen sur base des déclarations fiscales par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles.

La quote-part de chaque commune est déterminée en multipliant l'enveloppe globale du droit de tirage par la formule suivante : $\{(Nombre\ Km\ de\ voiries\ de\ la\ commune / Total\ de\ km\ de\ voiries\ communales\ en\ Région\ wallonne) * 0,5 + (Nombre\ habitant\ de\ la\ commune / Nombre\ total\ d'habitants\ en\ Région\ wallonne) * 0,5\} * [Revenu\ moyen\ par\ habitant\ en\ Région\ wallonne / revenu\ moyen\ habitant\ de\ la\ commune + (1 - Revenu\ moyen\ par\ habitant\ en\ Région\ wallonne / revenu\ moyen\ habitant\ de\ la\ commune) * 0,25]$.

Pour la détermination des totaux et du revenu moyen utilisés dans la formule précitée, les données relatives au territoire des communes de la Communauté germanophone ne sont pas prises en compte.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier de ce droit de tirage, la commune ne peut pas être éligible au décret du 19 décembre 2008 portant financement des communes et des centres publics d'action sociale par la Communauté germanophone

§ 3. Le Ministre communique à chaque commune le montant qui lui est réservé sur base et sans préjudice des §§ 1^{er} et 2 du présent article pour les trois années d'application du droit de tirage.

CHAPITRE III. — *Calcul de la subvention*

Art. 3. La base de calcul de la subvention est fonction de l'état de la voirie :

1° pour les voiries ou tronçons de voiries en très mauvais état (qui nécessitent une réfection totale coffre + revêtement) : le montant maximal de la subvention s'élève à € 30/m²;

2° pour les voiries ou tronçons de voiries en mauvais état (qui nécessitent un raclage éventuel + pose d'un nouveau revêtement) : le montant maximal de la subvention s'élève à € 10/m²;

3° pour les voiries ou tronçons de voiries dans un état peu dégradé (qui nécessitent un seul traitement de surface) : le montant maximal de la subvention s'élève à € 2/m².

Les mêmes montants maximaux de subvention sont applicables pour l'entretien des trottoirs et pistes cyclables, que cet entretien soit lié ou non à l'entretien de la route qui les borde.

Le montant d'un dossier tel que défini à l'article 7, § 1^{er}, est de minimum € 50.000 (T.V.A.C.).

Art. 4. La subvention est limitée à 90 % du montant du décompte final des travaux et est plafonnée au montant maximal tel que fixé à l'article 3 du présent arrêté.

Pour ce qui concerne les communes sous plan de gestion, la subvention est portée à la totalité du décompte final des travaux et est plafonnée au montant maximal tel que fixé à l'article 3 du présent arrêté et ce, sous réserve du respect des prescrits liés à l'actualisation de leur plan de gestion.

Art. 5. § 1^{er}. Les travaux de voirie conjoints à des travaux d'égouttage ne sont pas visés par cet arrêté.

Ils doivent, afin d'être subsidiés, être inscrits dans le programme triennal 2010-2012.

Le droit de tirage peut toutefois être d'application pour les voiries où les travaux d'égouttage ne seraient programmés qu'après 2020.

§ 2. Les travaux de remise en pristin état et les marquages au sol existant sur la chaussée et à reproduire relatifs aux pistes cyclables et aux passages pour piétons font partie des travaux subsidiés en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Degré de priorité des dossiers*

Art. 6. Dans le cas où les demandes introduites par les communes au cours des années 2010 à 2011 sont supérieures au crédit inscrit au budget, seront subventionnés en priorité les dossiers en fonction de l'ordre de priorité posé par la commune et accepté par l'administration.

Les dossiers non retenus sont repris dès le début de l'année budgétaire suivante à l'exception de la dernière année d'application.

CHAPITRE V. — *Procédure*

Art. 7. § 1^{er}. On entend par dossier, soit une demande de subvention couvrant la totalité du droit de tirage, soit une demande pour une partie du droit de tirage.

§ 2. Chaque commune transmet au maximum un seul dossier par an. Toutefois, les communes dont la quote-part calculée conformément à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, est supérieure à € 600.000 peuvent introduire plusieurs dossiers avec un maximum de 5 par an.

Art. 8. § 1^{er}. La commune envoie le dossier complet, en un seul exemplaire, à l'administration.

Le dossier comprend :

1° la délibération du conseil communal qui approuve l'adhésion à ce droit de tirage, qui approuve le formulaire d'introduction du dossier et sollicite la subvention;

2° le formulaire type dûment complété, reprenant notamment les longueurs et largeurs de chaque tronçon (en fonction de l'état de dégradation et des travaux à réaliser);

3° le plan de situation;

4° les photos de la ou des voiries avec angles de vue;

5° la base de calcul de la subvention.

§ 2. Au delà du 30 avril de chaque année, plus aucun formulaire d'introduction de dossier (visant l'imputation budgétaire dans l'année en cours) n'est accepté, excepté pour la première année d'application du présent arrêté.

Art. 9. Une réunion est organisée à la commune, avec l'administration, au plus tard dans les deux mois qui suivent la date d'introduction du dossier repris à l'article 8. En cas de dossier à inscrire également dans le programme triennal visé à l'article L3341-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ce délai est porté à cinq mois. La commune rédige le procès-verbal de la réunion et le transmet dans les quinze jours à l'administration pour accord.

L'accord ou les remarques éventuelles sont transmises à la commune dans les quinze jours de la réception du procès-verbal.

Art. 10. La commune établit le projet comprenant notamment le cahier spécial des charges conforme au RW99, le métré estimatif et les plans. Ce projet approuvé par le conseil communal parvient à l'administration au plus tard dans les deux mois qui suivent la réunion et dans les cinq mois si le dossier inclut des travaux visés au point 1° de l'article 3.

Art. 11. Après accord de l'administration sur le projet dans un délai de deux mois et, le cas échéant, sur base de l'acte rendu par la tutelle, un arrêté de subvention est soumis à la signature du Ministre sous réserve des crédits ou autorisations d'engagement disponibles. Le montant maximal de la subvention est calculé conformément aux articles 3 et 4.

Art. 12. Après notification de l'arrêté de subvention, la commune lance le marché de travaux, fait approuver le résultat de l'attribution du marché de travaux par son collège communal et transmet, pour information, le dossier d'adjudication à l'administration.

Art. 13. La commune notifie le marché et transmet l'ordre de commencer les travaux à l'administration.

Art. 14. Dans les trois mois après la fin des travaux, la commune transmet à l'administration le décompte final, pour la liquidation de la subvention.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2229

[2010/203556]

18. JUNI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend die Gewährung von Zuschüssen für Arbeiten zur Instandhaltung der kommunalen Straßen und Wege für die Jahre 2010 bis 2012

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 10. Dezember 2009, Artikel 4;

Aufgrund der regionalpolitischen Erklärung der Wallonischen Regierung, in der der Wille ausgedrückt wird, den Bürgern die Möglichkeit zu garantieren, sich in aller Sicherheit auf einem qualitativ hochwertigen Straßennetz zu bewegen, aber auch eine Verteilung der Zuschüsse unter die Gemeinden auf der Grundlage von objektiven und transparenten Kriterien zu gewährleisten;

Aufgrund des am 5. Februar 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. März 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. März 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. Juni 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die bezuschussten Arbeiten gehören;

2° die Verwaltung:

die operative Generaldirektion "Straßen und Gebäude" (DGO1)

Abteilung bezuschusste Infrastrukturen

Direktion des bezuschussten Straßennetzes

Boulevard du Nord 8

5000 Namur

KAPITEL II — Ziehungsrecht

Art. 2 - § 1. Ein Jahreshaushalt in Höhe von € 30.000.000 wird für die Arbeiten zur Instandhaltung der kommunalen Straßen und Wege für die Jahre 2010 bis 2012 vorgesehen, unter Vorbehalt des Betrags der Ausweisungen in den Haushaltsplänen nach 2010.

Ein Anteil dieses Betrags wird jeder Gemeinde aufgrund folgender Kriterien vorbehalten:

1° die Anzahl Kilometer befestigter kommunaler Straßen und Wege: die Anzahl Kilometer befestigter kommunaler Straßen und Wege, einschließlich der kleinen Gemeindewege und der Hauptstraßen, so wie sie von den technischen Diensten der Provinz mitgeteilt worden ist;

2° die Anzahl Einwohner: Anzahl Einwohner pro Gemeinde, nach der letzten verfügbaren INS-Statistik;

3° das durchschnittliche Einkommen pro Einwohner: das durchschnittliche Einkommen auf der Grundlage der Steuererklärungen pro Gemeinde, nach der letzten verfügbaren INS-Statistik.

Der Anteil jeder Gemeinde wird bestimmt, indem der Gesamtbetrag des Ziehungsrechts mit folgender Formel multipliziert wird: $\{(Anzahl\ Km\ des\ Stra\beta en- und\ Wegenetzes\ der\ Gemeinde / Gesamtzahl\ der\ km\ kommunaler\ Stra\beta en\ und\ Wege\ in\ der\ Wallonischen\ Region) * 0,5 + (Anzahl\ Einwohner\ der\ Gemeinde / Gesamtzahl\ der\ Einwohner\ der\ Wallonischen\ Region) * 0,5\} * \{durchschnittliches\ Einkommen\ pro\ Einwohner\ in\ der\ Wallonischen\ Region / durchschnittliches\ Einkommen\ pro\ Einwohner\ der\ Gemeinde + (1 - durchschnittliches\ Einkommen\ pro\ Einwohner\ in\ der\ Wallonischen\ Region / durchschnittliches\ Einkommen\ pro\ Einwohner\ der\ Gemeinde) * 0,25\}$.

Für die Bestimmung der Gesamtzahlen und des durchschnittlichen Einkommens in der vorgenannten Formel werden die Angaben betreffend das Gebiet der Gemeinden der Deutschsprachigen Gemeinschaft nicht berücksichtigt.

§ 2. Um dieses Ziehungsrecht in Anspruch nehmen zu können, darf die Gemeinde nicht auf die Finanzierung nach dem Dekret vom 19. Dezember 2008 über die Finanzierung der Gemeinden und Öffentlichen Sozialhilfzentren durch die Deutschsprachige Gemeinschaft Anspruch haben.

§ 3. Der Minister teilt jeder Gemeinde den Betrag mit, der ihr aufgrund und unbeschadet § 1 und § 2 vorliegenden Artikels für die drei Jahre der Anwendung des Ziehungsrechtes vorbehalten wird.

KAPITEL III — *Berechnung der Subvention*

Art. 3 - Die Berechnungsgrundlage der Subvention hängt von dem Zustand des Straßen- und Wegenetzes ab:

1° für die Straßen oder Straßenabschnitte in sehr schlechtem Zustand (die eine Gesamtreparatur benötigen: Straßenkörper + Belag): der Höchstbetrag der Subvention beläuft sich auf € 30/m²;

2° für die Straßen oder Straßenabschnitte in schlechtem Zustand (die ggf. ein Entfernen des beschädigten Straßenbelags + Aufbringen eines neuen Belags benötigen): der Höchstbetrag der Subvention beläuft sich auf € 10/m²;

3° für die weniger beschädigten Straßen oder Straßenabschnitte (die nur eine Oberflächenbehandlung benötigen): der Höchstbetrag der Subvention beläuft sich auf € 2/m²;

Dieselben Höchstbeträge der Subvention sind für die Instandhaltung der Bürgersteige und Fahrradwege anwendbar, unabhängig davon, ob diese Instandhaltung mit der Instandhaltung der nebenliegenden Straße verbunden ist oder nicht.

Der Betrag einer Akte nach Artikel 7, § 1 beläuft sich auf mindestens € 50.000 (einschließlich der Mehrwertsteuer).

Art. 4 - Die Subvention ist auf 90% des Betrags der Endabrechnung der Arbeiten und den nach Artikel 3 vorliegenden Erlasses festgelegten Höchstbetrag begrenzt.

Was die Gemeinden betrifft, die einem Verwaltungsplan unterliegen, wird die Subvention auf 100% des Betrags der Endabrechnung der Arbeiten gebracht und auf den nach Artikel 3 vorliegenden Erlasses festgelegten Höchstbetrag begrenzt, dies unter Vorbehalt der Einhaltung der mit der Aktualisierung ihres Verwaltungsplans verbundenen Auflagen.

Art. 5 - § 1. Straßenbauarbeiten, die mit Kanalisationsarbeiten verbunden sind, fallen nicht unter den Anwendungsbereich vorliegenden Erlasses.

Um bezuschusst zu werden, müssen sie in dem Dreijahresprogramm 2010-2012 eingetragen sein.

Das Ziehungsrecht kann jedoch anwendbar sein für Straßen, wo die Kanalisationsarbeiten erst nach 2020 geplant wären.

§ 2. Die Wiederinstandsetzungsarbeiten und die Bodenmarkierungen für die Fahrradwege und Fußgängerstreifen, die auf der Straße vorhanden waren und wiedergegeben werden müssen, gehören zu den kraft vorliegenden Erlasses bezuschussbaren Arbeiten.

KAPITEL IV — *Priorität der Akten*

Art. 6 - Falls die von den Gemeinden im Laufe der Jahre 2010 bis 2011 eingereichten Anträge die im Haushaltsplan eingetragenen Mittel übertreffen, werden die Akten nach der von der Gemeinde gegebenen und von der Verwaltung genehmigten Prioritätsordnung bezuschusst.

Die nicht berücksichtigten Akten werden ab dem Anfang des folgenden Haushaltsjahres wieder aufgenommen mit Ausnahme des letzten Anwendungsjahres.

KAPITEL V — *Verfahren*

Art. 7 - § 1. Unter Akte versteht man einen Subventionsantrag, der die Gesamtheit des Ziehungsrechts deckt, oder einen Antrag für einen Teil des Ziehungsrechts.

§ 2. Jede Gemeinde übermittelt höchstens eine Akte pro Jahr. Die Gemeinden, deren nach Artikel 2, § 1 und § 2 berechneter Anteil € 600.000 übertrifft, können jedoch mehrere Akten, höchstens 5 pro Jahr, einreichen.

Art. 8 - § 1. Die Gemeinde schickt der Verwaltung die vollständige Akte, in einem einzigen Exemplar, zu.

Die Akte umfasst:

1° den Beschluss des Gemeinderates, durch den dieser die Teilnahme an diesem Ziehungsrecht sowie das Formular zum Einreichen der Akte genehmigt und die Subvention beantragt;

2° das ordnungsgemäß ausgefüllte Musterformular, in dem die Längen und Breiten jedes Straßenabschnittes (je nach dem Grad der Beschädigung und den durchzuführenden Arbeiten) angeführt werden;

3° den Lageplan;

4° die Fotos der Straßen(n) mit Blickwinkel;

5° die Berechnungsgrundlage der Subvention.

§ 2. Nach dem 30. April eines jeden Jahres wird kein Formular für die Einreichung der Akte (zwecks einer Haushaltsanrechnung im laufenden Jahre) mehr angenommen, außer für das erste Jahr der Anwendung vorliegenden Erlasses.

Art. 9 - Spätestens 2 Monate nach dem Datum der Einreichung der in Artikel 8 angegebenen Akte wird bei der Gemeinde eine Versammlung mit der Verwaltung organisiert. Diese Frist wird auf 5 Monate verlängert, falls die Akte ebenfalls in das in Artikel L3341-4 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung genannte Dreijahresprogramm einzutragen ist. Die Gemeinde fasst das Protokoll der Versammlung ab und übermittelt es binnen 15 Tagen der Verwaltung zwecks Zustimmung.

Die Zustimmung oder die eventuellen Bemerkungen werden binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang des Protokolls der Gemeinde übermittelt.

Art. 10 - Die Gemeinde erstellt das Projekt, das insbesondere das Sonderlastenheft nach RW99, das Schätzungsaufmaß und die Pläne umfasst. Dieses von dem Gemeinderat genehmigte Projekt wird der Verwaltung spätestens binnen 2 Monaten nach der Versammlung (fünf Monaten wenn die Akte in Artikel 3, Nr. 1° genannte Arbeiten umfasst) gestellt.

Art. 11 - Nachdem die Verwaltung dem Projekt binnen zwei Monaten zugestimmt hat und ggf. auf der Grundlage der von der Aufsichtsbehörde übermittelten Urkunde, wird ein Subventionserlass dem Minister zur Unterschrift unterbreitet, unter Vorbehalt der verfügbaren Kredite oder Verpflichtungsgenehmigungen. Der Höchstbetrag der Subvention wird nach Artikel 3 und 4 berechnet.

Art. 12 - Nach Zustellung des Subventionserlasses schreibt die Gemeinde den Bauauftrag aus, lässt sie das Ergebnis der Vergabe dieses Auftrags durch ihr Gemeindegremium genehmigen und übermittelt sie die Ausschreibungsakte der Verwaltung zur Information.

Art. 13 - Die Gemeinde stellt den Auftrag der Verwaltung zu und übermittelt ihr die Anweisung zum Beginn der Arbeiten.

Art. 14 - Binnen 3 Monaten nach dem Ende der Arbeiten übermittelt die Gemeinde der Verwaltung die Endabrechnung zwecks der Auszahlung der Subvention.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 16 - Der Minister für lokale Behörden und Städte wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2010

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte,
P. FURLAN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2229

[2010/203556]

18 JUNI 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies bestemd voor onderhoudswerken van gemeentewegen voor de jaren 2010 tot 2012

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 10 december 2009, artikel 4;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering die de wil verwoordt om de burgers in alle veiligheid gebruik te laten maken van een kwaliteitsvol wegnnet en een verdeling van de subsidies tussen de gemeenten op basis van objectieve en transparante criteria te garanderen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 februari 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 maart 2010;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 29 maart 2010;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister bevoegd voor de Gesubsidieerde Werken;

2° het bestuur :

Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen - DGO1

Departement Gesubsidieerde Infrastructuren

Directie Gesubsidieerde Wegen

Boulevard du Nord 8

5000 Namen

HOOFDSTUK II. — *Trekkingsrecht*

Art. 2. § 1. Een jaarlijkse begroting van € 30.000.000 wordt bestemd voor onderhoudswerken op het gemeentelijk wegnnet voor de jaren 2010 tot 2012, onder voorbehoud van het bedrag van de begrotingsinschrijvingen voor de jaren na 2010.

Een aandeel van dit bedrag wordt voorbehouden voor elke gemeente op basis van de volgende criteria :

1° het aantal kilometers verhard gemeentelijk wegnnet : het aantal kilometers verhard gemeentelijk wegnnet verspreid over kleine gemeentewegen en grote verkeerswegen meegedeeld door de provinciale technische diensten;

2° het aantal inwoners : aantal inwoners per gemeente, overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS;

3° het gemiddeld inkomen per inwoner : gemiddeld inkomen op basis van de fiscale aangiften per gemeente, overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS.

Het aandeel van elke gemeente wordt berekend door de globale enveloppe van het trekkingsrecht te vermenigvuldigen met de volgende formule : $\{(Aantal\ km\ wegen\ van\ de\ gemeente / Aantal\ km\ gemeentewegen\ in\ het\ Waalse\ Gewest) * 0,5 + (Aantal\ inwoners\ van\ de\ gemeente / Totaal\ aantal\ inwoners\ in\ het\ Waalse\ Gewest) * 0,5\} * (Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente + (1 - Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente) * 0,25)$.

Voor de vaststelling van de totalen en van het gemiddelde inkomen die in voornoemde formule worden gebruikt, wordt geen rekening gehouden met de gegevens betreffende het gebied van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Om te kunnen genieten van dit trekkingsrecht, mag de gemeente niet in aanmerking komen voor het decreet van 19 december 2008 betreffende de financiering van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. De Minister deelt elke gemeente het bedrag mee dat haar wordt voorbehouden op basis van en onverminderd §§ 1 en 2 van dit artikel voor de drie jaren van toepassing van het trekkingsrecht.

HOOFDSTUK III. — *Berekening van de subsidie*

Art. 3. De berekening van de subsidie hangt af van de staat van de wegen :

1° voor de wegen of gedeelten van wegen in zeer slechte staat (waarvoor een volledig herstel noodzakelijk is, inkassing + wegdek) : het subsidiebedrag bedraagt € 30/m²;

2° voor de wegen of gedeelten van wegen in slechte staat (waarvoor een eventuele afkrabbing + de aanleg van een nieuw wegdek noodzakelijk zijn) : het subsidiebedrag bedraagt € 10/m²;

3° voor de wegen of gedeelten van wegen in weinig beschadigde staat (waarvoor slechts één oppervlaktebehandeling noodzakelijk is) : het subsidiebedrag bedraagt € 2/m².

Dezelfde maximale subsidiebedragen zijn van toepassing voor het onderhoud van trottoirs en fietspaden, ongeacht of dit onderhoud betrekking heeft op het onderhoud van de weg langs welke ze gelegen zijn.

Het bedrag van een dossier zoals bedoeld in artikel 7, § 1, bedraagt minstens € 50.000 (incl. btw).

Art. 4. De subsidie wordt beperkt tot 90 % van het bedrag van de eindafrekening van de werken en tot het maximumbedrag zoals vastgesteld in artikel 3 van dit besluit.

Wat betreft de gemeenten onder beheersplan, wordt de subsidie op het geheel van de eindafrekening van de werken gebracht en wordt beperkt tot het maximumbedrag zoals bedoeld in artikel 3 van dit besluit en dit, onder voorbehoud van de naleving van de voorschriften verbonden aan de actualisering van hun beheersplan.

Art. 5. § 1. Wegenbouwwerken die tegelijkertijd worden uitgevoerd met scheidingsrioleringswerken vallen niet bedoeld onder dit besluit.

Om te worden gesubsidieerd, moeten ze worden ingeschreven in het driejarenprogramma 2010-2012.

Het trekkingsrecht kan evenwel van toepassing zijn op de wegen waar pas na 2020 scheidingsrioleringswerken zouden worden gepland.

§ 2. Krachtens dit besluit maken de werken voor het herstel in de oorspronkelijke staat en de op de rijweg bestaande en weer te geven bewegwijzering betreffende fietspaden en voetgangersoversteekplaatsen, deel van de subsidieerbare werken.

HOOFDSTUK IV. — *Graad van prioriteit van de dossiers*

Art. 6. Als de aanvragen ingediend door de gemeenten tijdens de jaren 2010 tot 2011 hoger zijn dan het krediet uitgetrokken op de begroting, zullen de dossiers als eerste worden gesubsidieerd in functie van de prioriteit bepaald door de gemeente en goedgekeurd door het bestuur.

De niet-weerhouden dossiers worden in aanmerking genomen vanaf het begin van het volgende begrotingsjaar, met uitzondering van het laatste toepassingsjaar.

HOOFDSTUK V. — *Procedure*

Art. 7. § 1. Onder dossier wordt verstaan, ofwel een aanvraag om subsidie die het geheel van het trekkingsrecht dekt, ofwel een aanvraag voor een gedeelte van het trekkingsrecht.

§ 2. Elke gemeente maakt hoogstens één dossier per jaar over. De gemeenten waarvan het aandeel, berekend overeenkomstig artikel 2, §§ 1 en 2, hoger is dan € 600.000 kunnen evenwel meerdere dossiers indienen, met een maximum van 5 per jaar.

Art. 8. § 1. De gemeente stuurt het volledige dossier, in één exemplaar, naar het bestuur.

Het dossier bevat :

1° de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de instemming met dit trekkingsrecht wordt goedgekeurd, waarbij het formulier voor de indiening van het dossier wordt goedgekeurd en waarbij de subsidie wordt aangevraagd;

2° het behoorlijk ingevuld typeformulier, met o.a., de lengten en breedten van elk gedeelte van weg (in functie van de toestand en van de uit te voeren werken);

3° het liggingsplan;

4° de foto's van de weg(en) met invalshoeken;

5° de basis voor de berekening van de subsidie.

§ 2. Na 30 april van elk jaar wordt geen enkel formulier voor de indiening van een dossier (betreffende de budgettaire aanrekening van het lopende jaar) aanvaard, behalve voor het eerste toepassingsjaar van dit besluit.

Art. 9. Uiterlijk binnen twee maanden na de datum van indiening van het dossier bedoeld in artikel 8 wordt op de gemeente een vergadering gehouden met het bestuur. In geval van een dossier dat ook in het driejarenprogramma bedoeld in artikel L3341-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet worden ingediend, wordt deze termijn op vijf maanden gebracht. De gemeente notuleert de vergadering en maakt de notulen binnen vijftien dagen voor akkoord aan het bestuur over.

Het akkoord of de eventuele opmerkingen worden binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de notulen aan de gemeente overgemaakt.

Art. 10. De gemeente maakt het ontwerpdossier op met o.a. het bijzondere bestek dat overeenstemt met het RW99, de geraamde opmetingsstaat en de plannen. Dit door de gemeenteraad goedgekeurd ontwerpdossier wordt naar het bestuur verstuurd uiterlijk binnen twee maanden na de vergadering en binnen vijf maanden als het dossier werken bedoeld in punt 1° van artikel 3 bevat.

Art. 11. Na akkoord van het bestuur over het ontwerpdossier binnen een termijn van twee maanden en, in voorkomend geval, op basis van de door het toezicht afgeleverde akte, wordt een subsidiebesluit ter ondertekening voorgelegd aan de Minister onder voorbehoud van de beschikbare kredieten of vastleggingsmachtigingen. Het maximumbedrag van de subsidie wordt berekend overeenkomstig de artikelen 3 en 4.

Art. 12. Na kennisgeving van het subsidiebesluit, start de gemeente de opdracht voor aanneming van werken, laat het resultaat van de toekenning ervan door haar gemeenteraad goedkeuren en maakt, ter informatie, het aanbestedingsdossier aan het bestuur over.

Art. 13. De gemeente geeft kennis van de opdracht en maakt het bevel tot aanvang van de werken aan het bestuur over.

Art. 14. Binnen drie maanden na het eind van de werken maakt de gemeente de eindafrekening aan het bestuur over, met het oog op de uitbetaling van de subsidie.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P FURLAN